

Pour l'OPEP, 2013 aurait été la deuxième meilleure année en termes de revenus provenant des exportations pétrolières

Selon l'Energy Information Administration (EIA), qui fait partie du département de l'Energie des Etats-Unis (U.S. DOE), les revenus nets des pays OPEP hors Iran provenant des exportations pétrolières ont totalisé \$826 milliards en 2013 et \$387 milliards sur les six premiers mois de 2014 (voir tableaux page suivante). L'EIA n'a pas pris en compte l'Iran, l'un des 12 Etats membres de l'organisation, car elle estime qu'il est particulièrement difficile d'estimer les revenus pétroliers de ce pays.

Par rapport à 2012, un exercice marqué par des revenus nets évalués à \$888 milliards (hors Iran), l'EIA relève une baisse de 7% en raison d'une diminution de 3% des prix du Brent et d'une moindre production de l'OPEP l'an dernier, surtout du fait des problèmes politiques et sécuritaires en Libye. Cela dit, 2013 est la deuxième meilleure année pour l'OPEP en termes de revenus pétroliers devant 2011 (\$806 milliards, selon la même source et toujours en excluant l'Iran). En termes réels (dollars 2013) et non plus nominaux, le résultat de 2011 (\$835 milliards) était légèrement meilleur que celui de 2013. Sur cette même base, les revenus nets en 2012 étaient de \$901 milliards.

En 2013, les revenus pétroliers nets de l'Arabie Saoudite étaient estimés par l'EIA à \$274 milliards, soit 33,2% du total OPEP hors Iran. Le royaume précédait de loin le Koweït (\$92 milliards), l'Irak (\$86 milliards), le Nigeria (\$84 milliards), le Venezuela (\$62 milliards), l'Algérie (\$60 milliards) et les Emirats Arabes Unis (\$53 milliards – ce dernier chiffre est étonnamment faible, NDLR).

♦ \$2 520 par habitant en moyenne mais des variations de revenus considérables

En 2013, les revenus nets des pays OPEP provenant des exportations pétrolières étaient en moyenne de \$2 520 par habitant. Comme toute moyenne, celle-ci dissimule des variations considérables entre le Nigeria (\$538 par habitant) ou l'Equateur (\$736 par habitant) et le Qatar (\$40 943/habitant) ou le Koweït (\$29 949/habitant). En valeur nominale, dans la période récente, les années 2012 (\$2 766/hab.), 2011 (\$2 562) et 2008 (\$2 529) étaient supérieures à 2013. En valeur réelle (\$2013), le classement est légèrement différent avec 2012 (\$2 806), 2008 (\$2 737), 2011 (\$2 654) et 2013 (\$2 520) mais il ne faut pas oublier que, sur ce point, la meilleure période demeure la fin des années 1970 et le début des années 1980, au moment du second "choc" pétrolier, avec \$3 500 en 1980, \$3 037 en 1979 et \$2 710 en 1981, toujours selon les estimations de l'EIA en dollars 2013.

Pour 2014 et 2015, les projections de l'EIA (toujours hors Iran) sont de \$774 milliards (-6,3% par rapport en 2013) et de \$723 milliards respectivement. L'EIA pense en effet que les prix du pétrole vont baisser et que la production de l'OPEP sera réduite en raison de la hausse

importante attendue de la production non-OPEP, en particulier des Etats-Unis d'ailleurs, sur 2014-2015.

🔴 Les chiffres publiés par l'OPEP sont très différents de ceux de l'EIA

Les données publiées par l'EIA ne correspondent pas forcément, et parfois pas du tout, aux chiffres publiés par l'OPEP et par les pays qui la composent ou estimés par d'autres sources pour ces Etats. En juillet, l'OPEP a publié son *Bulletin statistique annuel* pour 2014 et son estimation pour la valeur des exportations pétrolières de l'OPEP en 2013 est de \$1 112 milliards, contre \$1 208 milliards en 2012 et \$1 108 milliards en 2011. Pour l'an dernier, la part de l'Arabie Saoudite était de \$322 milliards, selon la même source. Suivaient les Emirats Arabes Unis (\$126 milliards), le Koweït (\$108 milliards), l'Irak et le Nigeria (\$89 milliards chacun) et le Venezuela (\$86 milliards). Pour l'Iran, l'OPEP avance un chiffre de \$62 milliards, en chute libre par rapport aux \$115 milliards et aux \$101 milliards évalués respectivement pour 2011 et 2012.

Les données publiées par l'OPEP sont essentiellement fondées sur les sources nationales et incluent, lorsque cela est possible, les exportations de produits pétroliers et, dans certains cas, celles de condensats et des autres liquides du gaz naturel. L'EIA a sa propre méthodologie, qui consiste à déduire les exportations pétrolières nettes pour chaque pays à partir des estimations de production et de consommation pétrolières publiées dans son *Short-Term Energy Outlook* (STEO). Lorsqu'un pays exporte diverses qualités de brut, l'EIA fait l'hypothèse que la proportion de chaque brut dans les exportations pétrolières nettes de ce pays est équivalente à sa part dans la production de cet Etat. Une autre hypothèse retenue par l'agence américaine est que le pétrole est vendu aux prix spot en vigueur à ce moment-là [l'une des raisons pour lesquelles l'EIA ne donne pas de chiffres pour l'Iran est justement que ce pays pourrait consentir des rabais pour exporter son brut, ce que Téhéran nie énergiquement – NDLR]. Bien qu'intéressante, cette méthodologie peut conduire à des estimations très différentes des chiffres "réels" [il reste évidemment à voir si les chiffres publiés par les pays OPEP et/ou par le secrétariat de cette organisation sont exacts – NDLR]. Comme souligné ci-dessus, l'estimation de l'EIA pour les EAU nous semble notamment très discutable.

En bref, il y a encore beaucoup de travail à faire pour arriver à des estimations plus fiables des revenus pétroliers des pays OPEP. Dans l'attente, les données publiées par l'EIA et par l'OPEP sont fort utiles même s'il faut les considérer avec une pincée de sel, voire un baril.

Francis Perrin